Les patronymes attribués aux anciens esclaves des colonies françaises

NON AN NOU, NON NOU, les livres des noms de familles antillaises

Emmanuel Gordien

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/10129>

DOI : 10.4000/insitu.10129

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Emmanuel Gordien, « Les patronymes attribués aux anciens esclaves des colonies françaises », *In Situ* [En ligne], 20 | 2013, mis en ligne le 13 février 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/10129> ; DOI : 10.4000/insitu.10129

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les patronymes attribués aux anciens esclaves des colonies françaises

NON AN NOU, NON NOU, les livres des noms de familles antillaises

Emmanuel Gordien

- 1 Pendant plus de trois années, un petit groupe d'une cinquantaine de personnes, toutes originaires de Guadeloupe et de Martinique, a arpenté tous les jours, toutes les semaines, les couloirs et salles de lecture du Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales à Paris (CARAN). Leur objectif : retrouver tous ces « Parents » qui leur étaient jusque-là inconnus. Ces « Parents » étaient les « esclaves » massivement et définitivement affranchis par le décret d'abolition de l'esclavage du 27 avril 1848 et proclamé de façon effective, le 23 mai à la Martinique et le 27 mai à la Guadeloupe par les gouverneurs de ces deux colonies françaises des Antilles. Il était possible, en effet, de les retrouver par leurs « noms ». Dès lors, cette « quête des noms », de leurs noms, de nos noms allait commencer.
- 2 Pourquoi et comment une telle entreprise a pu voir le jour ? Et tout d'abord, qu'est-ce que le « Comité marche du 23 mai 1998 » ?
- 3 Le CM98¹ a été créé en octobre 1999 par les organisateurs de la grande marche silencieuse du 23 mai 1998 qui a rassemblé plus de 40 000 personnes essentiellement d'origine antillaise et guyanaise (**fig. n°1**). C'était à l'occasion du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises que Lionel Jospin, premier ministre, avait décidé de commémorer au niveau national. La réponse que nous avons alors apportée était l'organisation d'une marche silencieuse, afin de penser à ces esclaves qui n'étaient autres que nos parents, qui avaient vécu, jusqu'au bout, le martyre de l'esclavage colonial. Il était certes important d'honorer les « justes » qui avaient contribué à l'abolition de l'esclavage, mais il était surtout essentiel d'honorer d'abord et avant tout la mémoire des victimes de l'esclavage colonial.

Figure 1

La grande marche du 23 mai 1998.

© Emmanuel Gordien.

- 4 Cette « marche des 40 000 » était donc un point de départ. Le point de départ d'une nouvelle conscience collective. Nous avons affirmé ce jour-là que « nous étions fiers d'être des filles et fils d'esclaves ». En même temps, nous avons proclamé que la traite négrière et l'esclavage colonial étaient des crimes contre l'humanité. Nos pétitions ont recueilli, ce jour-là, plus de 10 000 signatures.
- 5 Ainsi, nous avions enfin conscience et nous l'exprimions massivement au monde, que ces esclaves étaient nos parents. Nous avons décidé ce jour-là, que désormais nous les honorerions tous les 23 mai. D'autre part, nous prenions aussi conscience que nous étions nés dans un « crime contre l'humanité ». Mais que peut signifier pour un peuple d'être né dans un crime contre l'humanité ? Qui dit crime, dit préjugés. Quels pouvaient être les préjugés contre l'humain ? Il y en avait un au moins, cette « blessure narcissique » bien prégnante et qui s'exprime encore très largement aujourd'hui dans la vie quotidienne, illustrée notamment par cette parole populaire « *dènyé ras apwé krapo sé Nèg* » (les Nègres sont la dernière créature sur terre après les crapauds). Mais celle-ci est aussi contrebalancée par cette autre phrase populaire, « *Nonm pa bèf, vwè mizè pa mò* » (Les Hommes ne sont pas des animaux ; subis toute la misère du monde, mais ne meurs jamais). C'est donc la résilience. Nous sommes des survivants, les survivants d'un crime.
- 6 Mais connaissons-nous ces parents, dont nous nous réclamions et dont nous nous disions fiers au cours de cette marche ? À l'évidence non.
- 7 Dès lors, le Comité marche du 23 mai 1998 (CM98), créé un an après cette grande marche silencieuse, s'est donné pour tâche de retrouver tous ces parents que nous ne connaissions pas, dont on ne nous avait jamais parlé, autrement que sous le terme « les esclaves ».

- 8 Cependant, selon l'article 44 de l'édit du Roi, de mars 1685 plus connu sous le nom de « Code noir », les esclaves des colonies françaises étaient des biens « meubles »². Ils n'avaient pas d'état civil. Ils n'avaient, comme les bœufs ou les cabris, qu'un « prénom » et souvent un sobriquet, et à partir de 1839, de façon systématique, un numéro matricule selon la commune où ils étaient recensés. D'autre part, ceux-ci étaient analphabètes dans l'immense majorité des cas et, aux Antilles françaises, n'ont laissé aucun témoignage.
- 9 Aussi, le CM98 a donc créé son atelier de généalogie et d'histoires de familles antillaises (AGHFA) dont l'objectif était de « rechercher l'esclave », celui qui a porté pour la première fois le nom que nous portons encore aujourd'hui, celui qui est à la base de la famille. L'AGHFA-CM98, s'est donné comme ambition de reconstituer nos histoires familiales, et surtout d'essayer de comprendre la « fabrication » de ces sociétés issues de la traite et de l'esclavage colonial et de constituer la base de données la plus complète possible de l'identité et de la généalogie des esclaves des colonies françaises.
- 10 Nous avons ainsi retrouvé la majorité d'entre eux ! Par leurs noms !
- 11 La majorité des noms des Antillais a été attribuée après la proclamation de l'abolition de l'esclavage du 4 mars 1848 par le gouvernement provisoire de la deuxième République parue au *Moniteur universel*, journal officiel de la République le 5 mars 1848. Il y était dit, en préambule, que « nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves ». En conséquence, le gouvernement provisoire décrétait : « Une commission est instituée auprès du ministre provisoire de la marine et des colonies, pour préparer dans le plus bref délai l'acte d'émancipation dans toutes les colonies de la République ». C'est ainsi que François Arago, alors ministre de la Marine et des Colonies de ce gouvernement provisoire, nomma Victor Schoelcher président de cette commission. Celle-ci se réunit dès le 6 mars et ce jusqu'au 21 juillet 1848³. C'est dans sa session de travail du 13 mars que la question de la dénomination des nouveaux citoyens fut examinée. Il fallait en effet que cette dénomination fût achevée dans les deux mois, afin que les nouveaux libres de sexe masculin, devenus citoyens, puissent participer aux consultations électorales. Les travaux de la commission furent traduits dans la circulaire ministérielle du 7 mai 1848, signée du ministre François Arago. L'établissement d'un état civil pour les nouveaux libres devait prendre pour base les « registres matricules d'esclaves » existants et une circulaire du 29 avril 1836⁴ ayant trait aux « formalités des affranchissements dans les colonies ».
- 12 Les registres matricules avaient en effet été établis suite à une ordonnance du gouvernement du 11 juin 1839⁵ intimant l'ordre à tous les propriétaires de recenser et de déclarer tous leurs esclaves, en leur donnant, en plus des « noms » qu'ils possédaient déjà, des surnoms ou des numéros, afin de pouvoir les différencier en cas d'homonymie. De plus, il fallait les enregistrer dans chaque « quartier » (ou commune) en leur attribuant un numéro matricule. Ainsi, des registres matricules d'esclaves ont été établis dans chaque commune. La majorité de ceux-ci n'existent plus aujourd'hui.
- 13 D'autre part, la circulaire du 29 avril 1836, fixant les « formalités destinées à pourvoir légalement de noms et prénoms les individus qui seront appelés à la liberté », devait aussi servir de base pour nommer les nouveaux affranchis⁶. C'est cette circulaire qui avait permis de nommer les « mulâtres », nés « du commerce frauduleux entre les maîtres et leurs esclaves femmes » et les autres « libres de couleur », dont le nombre n'avait cessé d'augmenter.
- 14 Enfin, devant l'immensité et l'urgence de la tâche, la commission d'abolition de l'esclavage proposa aussi une modalité « pratique » : les futurs « affranchis » seront

inscrits sur les listes d'état civil par « ... un système de noms variés à l'infini par interversion des lettres de certains mots pris au hasard »⁷.

- 15 Sur la base de ces directives, les conseils privés des colonies édictèrent des ordonnances définissant les modalités de l'organisation de l'état civil des anciens esclaves⁸.
- 16 C'est ainsi que furent établis les registres « des nouveaux libres » à la Guadeloupe ou « d'individualité » à la Martinique dans lesquels a été consignée la totalité des patronymes donnés aux anciens esclaves. Ceux-ci ont été établis par des officiers d'état civil dans toutes les communes des différentes colonies. Ces opérations de dénomination prévues pour deux mois initialement, se sont étendues jusqu'en 1858 à la Martinique et en 1862 à la Guadeloupe. Ces registres sont disponibles aux Archives départementales de la Guadeloupe (22 registres sur les 32 communes existantes) et de la Martinique (23 communes), mais aussi aux Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence) et au Centre des Archives Nationales (CARAN) à Paris pour les registres de Guadeloupe uniquement. Il convient aussi de noter que les registres de Martinique sont désormais disponibles en ligne sur Internet⁹ et ceux de Guadeloupe devaient l'être pour la fin de l'année 2011.
- 17 Pendant plus de trois années, nous avons été plus d'une cinquantaine à aller quotidiennement aux archives. Nous avons effectué des photocopies de tous ces registres microfilmés. Nous nous sommes ensuite répartis ces copies, et avons constitué une base de données de plus de 150 000 noms, avec tous les éléments disponibles dans ces registres : âge ; sexe ; date de dénomination ; habitation ; « métier » ; père ; mère ; nom de l'officier d'état civil, etc., y compris les mentions marginales inscrites sur ces registres.
- 18 C'est ainsi que nous avons retrouvé plus de 87 000 noms de Guadeloupéens et plus de 75 000 noms de Martiniquais !
- 19 Nous avons ensuite sélectionné les « premiers noms », c'est-à-dire le nom du plus âgé, père ou mère ou les deux quand ils étaient disponibles. Nous avons d'abord créé le « Mémorial itinérant, les noms de l'abolition », véritable mémorial itinérant de la traite et de l'esclavage colonial. Il s'agit d'une collection de près de 400 panneaux grand format sur lesquels ont été inscrits, par commune, par département, les prénoms et surnoms, les numéros matricules et les noms patronymiques attribués à nos parents au moment de l'abolition de l'esclavage. Ces panneaux ont été exposés à Paris, dans plusieurs villes de la région parisienne et en province (**fig. n°2**). La commune du Lamentin en Guadeloupe a fait l'acquisition d'un exemplaire de cette exposition et les panneaux ont déjà été exposés dans plusieurs villes de Guadeloupe.

Figure 2

Inauguration du Mémorial « les Noms de l'abolition » le 23 mai 2008.

© Emmanuel Gordien.

- 20 Puis nous avons édité les « Livres des noms » : « *Non an Nou, le livre des noms de familles guadeloupéennes* », le 23 mai 2010, et « *Non Nou, le livre des noms de familles martiniquaises* »¹⁰, le 23 mai 2012. Et, depuis le 23 mai 2012, la totalité des noms des esclaves de Guadeloupe et de Martinique affranchis par le décret du 27 avril en 1848, est disponible sur le site Anchoukaj¹¹ créé par le CM98 avec le concours de la région Guadeloupe (**fig. n°3**).

Figure 3

Les Antillais à la recherche des noms de leurs « Premiers ».

© Emmanuel Gordien.

- 21 Ainsi, aujourd'hui, ces esclaves, « bien meubles », nos Parents, ont des prénoms, des surnoms, parfois des sobriquets et des noms que nous, leurs descendants, avons retrouvés, rassemblés et sortis de l'anonymat de nos cœurs et de nos consciences. Ces Parents, survivants d'un crime contre l'humanité, peuvent désormais être honorés comme il se doit, et prendre, et nous avec eux, toute leur place dans l'Histoire (**fig. n°4**).

Figure 4

L'atelier de généalogie et d'histoires des familles antillaises du CM98 donnant « les noms ».

© Emmanuel Gordien.

NOTES

1. - Voir le site : <http://www.cm98.fr>.

2. - L'édit de mars 1685, couramment appelé Code noir, stipule en son article 44 : « Déclarons les esclaves être meubles et comme tels entrer dans la communauté, n'avoir point de suite par hypothèque, se partager également entre les cohéritiers, sans préciput et droit d'aînesse, n'être sujets au douaire coutumier, au retrait féodal et lignager, aux droits féodaux et seigneuriaux, aux formalités des décrets, ni au retranchement des quatre quints, en cas de disposition à cause de mort et testamentaire. »

3. - Abolition de l'esclavage. Procès-verbaux, rapports et projets de décrets de la commission instituée pour préparer l'acte d'abolition immédiate de l'esclavage [Paris : Imprimerie nationale, 1848. Notice n° : FRBNF33231204].

4. - Circulaire ministérielle du 7 mai 1848 : « Il sera indispensable de faire procéder par les officiers d'état civil à un enregistrement général de la population émancipée, en prenant pour point de départ les registres matricules actuellement existants et en conférant des noms aux individus et aux familles comme on l'a fait jusqu'à ce jour dans le système de l'affranchissement partiel, conformément à une ordonnance du 29 avril 1836. Cette opération devra avoir lieu dans les deux mois [...] et, pour la faciliter, vous adjoindrez temporairement aux mairies les écrivains dont les officiers de l'état civil auraient besoin. »

5. - Ordonnance du 11 juin 1839 : « *Article 2* : Chaque propriétaire se munira de trois feuillets imprimés gratuits sur lesquels il inscrira « ses noms et prénoms, le lieu et la date de sa naissance, sa profession et s'il y a lieu la classe de sa patente ; le nombre, les noms, le sexe et l'âge des personnes composant sa famille [...] ; les noms de ses esclaves, leur sexe, leur âge et les signes particuliers propres à constater leur identité ; [...] il fera connaître les esclaves unis en mariage. Les noirs qui porteraient le même nom devront être distingués par des numéros ou par un surnom. [...] ». *Article 6* : « Dans le mois qui suivra la clôture du recensement général, il sera formé à la mairie de chaque commune un registre contenant la matricule individuelle de tous les esclaves recensés dans la commune. Elle énoncera le nom et les prénoms du maître et toutes les indications sur l'esclave prévues dans l'article 2. » *Article 11* : « Quand il y aura un changement de commune de l'esclave, il y aura un nouveau recensement du maître et l'inscription de l'esclave sur le registre matricule de la nouvelle commune. »

6. - Ordonnance du 11 juin 1839 : « *Article 1* : [...] dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de Bourbon, les déclarations d'affranchissements énonceront, outre le sexe, les noms usuels, la caste, l'âge et la profession de l'esclave, les noms patronymiques et les prénoms qui devront lui être donnés [...]. » *Article 4* : Aucune déclaration ne pourra contenir des noms patronymiques connus pour appartenir à une famille existante, à moins du consentement exprès et par écrit de tous les membres de cette famille [...]. *Article 6* : Seront seuls reçus comme prénoms, sur les registres de l'état civil, les noms en usage dans le calendrier grégorien et ceux des personnages connus dans l'histoire ancienne ».

7. - Abolition de l'esclavage. Procès-verbaux, rapports et projets de décrets de la commission instituée pour préparer l'acte d'abolition immédiate de l'esclavage. [Paris : Imprimerie nationale, 1848, Notice n° : FRBNF33231204].

8. - Conseil privé de la Colonie Guadeloupe du 27 juin 1848 : « *Article 2* : À la diligence des maires et sous la surveillance des officiers du Ministère public, les nouveaux libres seront inscrits en la forme ordinaire et sur les registres ordinaires de l'état civil. L'inscription contiendra les prénoms ou surnoms des nouveaux libres, le nom patronymique qui leur sera donné, le lieu et autant que

possible la date de leur naissance ou en tout cas, leur âge présumé, le lieu de leur résidence avant l'émancipation et celui de leur domicile ou résidence actuels. Les noms de leur père et mère seront aussi mentionnés, s'il se peut. Article 3 : Dans le cas où un des nouveaux libres se déclarerait père ou mère d'un ou de plusieurs enfants, invitation lui sera faite de les reconnaître. S'il y consent, la reconnaissance sera faite dans l'acte même contenant inscription du père ou de la mère sur le registre. En ce cas, le même nom patronymique sera donné aux enfants. Une inscription rappelant la reconnaissance sera faite en outre pour chacun d'eux. »

9. - Banque numérique des patrimoines martiniquais : <http://www.patrimoines-martinique.org/>.

10. - COMITÉ MARCHE DU 23 MAI 1998. *Non an Nou, Le Livre des noms de familles guadeloupéennes*. Paris : Éditions Jasor, 2010, 352 p. COMITÉ MARCHE DU 23 MAI 1998. *Non Nou, Le Livre des noms de familles martiniquaises*. Paris : Editions Jasor, 2012, 339 p.

11. - Voir le site : <http://www.anchoukaj.org>.

RÉSUMÉS

Le Comité marche du 23 mai 1998 (CM98), association antillaise en Région parisienne, a publié le 23 mai 2010, « *Non an Nou, le Livre des noms de familles guadeloupéennes* » et le 23 mai 2012, « *Non Nou, le Livre des noms de familles martiniquaises* ». Il s'agit d'ouvrages racontant l'histoire de la nomination des nouveaux libres de Guadeloupe et de Martinique après l'abolition définitive de l'esclavage. Ces livres fournissent aussi la liste de près de 50 000 noms, précédés des prénoms, surnoms ou sobriquets et du numéro matricule d'esclave, permettant ainsi à la grande majorité des Guadeloupéens et Martiniquais descendants d'esclaves, de connaître le « Premier » à qui a été attribué le nom patronymique qu'ils portent aujourd'hui.

The Comité marche du 23 mai 1998 (CM98), a French Caribbean association in the Paris region, published the 23 of May 2010, « *Non an Nou, the Book of Family names in Guadeloupe* » and the 23 of May 2012, « *Non Nou, the Book of Family names in Martinique* ». These books tell the story of the appointment of new Free of Guadeloupe and Martinique after the abolition of slavery. These books also provide the list of almost all the Family names attributed to these former slaves, nearly 50,000 names, preceded by first names and nicknames, and the registration number of slaves, allowing the vast majority of Guadeloupeans and Martinicans, descendants of slaves, to know the "Premier" which was attributed the Family name they carry today.

INDEX

Mots-clés : Guadeloupe, esclavage colonial, abolition, nomination des esclaves, CM98

AUTEUR

EMMANUEL GORDIEN

Vice-Président de l'Association Comité Marche du 23 Mai 1998 (CM98), Directeur de l'Atelier de Généalogie et d'Histoires de Familles Antillaises du CM98 emmanuel.gordien@avc.aphp.fr